Déconstruire les machines à habiter.

Un entretien avec Lydia Coudroy de Lille et Frédéric Dufaux.

Par Marc Dumont, Lydia Coudroy de Lille et Frédéric Dufaux

Lydia Coudroy de Lille a coordonné la deuxième partie du Monde des grands ensembles, consacrée à l'Europe de l'Est et à la Russie ; Frédéric Dufaux est responsable avec Annie Fourcaut de la publication de l'ensemble de l'ouvrage. Ils répondent d'une seule voix aux questions que leur a posées Marc Dumont par voie électronique en novembre 2004 à l'occasion de la parution de cet ouvrage, dont il fait par ailleurs la critique dans nos colonnes. Les deux auteurs tiennent à préciser qu'il s'expriment ici à titre individuel.

Un objet à l'épreuve de l'interdisciplinarité.

L'entreprise de comparaison des grands ensembles, soulignez-vous dans la présentation de l'ouvrage, est un exercice difficile tant l'objet est diversifié et se révèle résistant à toute classification rigide. Pour cette raison, l'ouvrage s'engage plus qu'explicitement dans une démarche interdisciplinaire, croisant des approches géographiques, historiennes et urbanistiques. Cette perspective permet-elle de stabiliser un peu plus une définition du grand ensemble ?



On pourrait ajouter les sciences politiques et la sociologie des organisations à votre liste. En effet, pluralité des approches adoptées. Quel est leur objet ?

En préalable, quelques mots sur l'approche pluridisciplinaire de cet ouvrage.

Notre dialogue interdisciplinaire a été limité dans le temps, mais il n'est pas contingent. Nous nous sommes limités à la pratique de l'« interdisciplinarité restreinte » caractérisée par Bernard Lepetit (Lepetit, 1990, pp. 331-338)1. Des croisements interdisciplinaires nous ont semblé nécessaires dans le cadre d'une démarche de déconstruction / reconstruction des acquis scientifiques sur l'objet.

Ils constituent également un écho ou une mise en abyme des approches interdisciplinaires formulées lors de la construction des grands ensembles en France. Il s'agissait de pratiques assez nouvelles (dans lesquelles les sociologues avaient une place importante, mais pas hégémonique). De fait, nos approches ont aussi dû prendre en compte ces strates d'analyse pluridisciplinaires accumulées, dans chacun des contextes nationaux étudiés. Chacun a été confronté à ces pratiques pluridisciplinaires, avec des formes, des dosages et des intensités variables.

Les grands ensembles, comme le souligne Annie Fourcaut (Dufaux, Fourcaut, Skoutelsky, 2003), apparaissent rétrospectivement comme un chantier intellectuel, qui a stimulé des pratiques relativement novatrices en sciences humaines : travail d'équipe, souvent pluridisciplinaire, approches comparatistes, formulations de nouvelles thématiques de recherches…

Pour répondre directement à votre question, sommes-nous parvenus à une définition stabilisée du grand ensemble ?

Nous reviendrons un peu plus tard sur les convergences et les acquis communs de cet ouvrage, qui sont réels. Il nous semble néanmoins que la pluralité des résultats est un apport de cet ouvrage collectif.

C'est volontairement, après discussion, que nous n'avons pas dressé un tableau synthétique d'ensemble : non par paresse face à une tâche difficile, mais du fait du caractère irréductible des réalités décrites. Cela résulte aussi de la volonté de respecter des voix plurielles et les apports de chacun.

Si l'on se limite au seul cas français, la définition du grand ensemble est très incertaine ; *a fortiori* elle l'est bien davantage si l'on considère l'ensemble des onze pays étudiés.

L'apport de la comparaison, ici, est bien de dissoudre la possibilité même d'une définition et d'un destin communs, et de montrer la plasticité de cette forme et la pluralité de ses destins, loin de tout déterminisme formel (à rebours, en particulier, des dénonciations actuelles du grand ensemble comme forme pathogène, qui engendrerait mécaniquement violences et exclusions…).

Figures et modes d'appropriation.

Plusieurs textes évoquent la question des dénominations et de leur circulation. Certains renvoient aux représentations mêmes des « usagers » ou habitants, évoquant ainsi les mutations

intervenues dans les représentations du monde des grands ensembles. Cela signifie-t-il qu'une analyse des grands ensembles ne peut se passer d'une connaissance des regards qui ont été portés sur eux, que le grand ensemble soit aussi (et peut-être surtout) affaire de représentations ?

Absolument !

La démarche visant à croiser regards institutionnel, scientifique et vernaculaire sur l'espace urbain est une nécessité qui s'applique particulièrement à l'espace habité. La toponymie au sens strict — les noms donnés aux lieux, aux rues, aux quartiers d'habitation — mais aussi le vocabulaire désignant les types de logements construits (tours, barres, complexes d'habitation, grand ensemble, etc.) constituent un corpus de signes participant pleinement dans leur diversité d'origine, leur mode de désignation (« ascendante » dans le cas d'une toponymie vernaculaire, « descendante » le plus souvent), leur dynamique, à la connaissance des grands ensembles (et de tout l'espace habité en général).

En effet, les espaces résidentiels sont par essence au cœur des processus de territorialisation qui relient les lieux et la société qui y vit — celle qui n'y vit pas produit également et transmet des systèmes de représentations tout aussi puissants —, à travers un certain nombre de pratiques, mais aussi d'images, de signes, de mots. Pour reprendre l'approche de Jacques Pezeu-Massabuau, « la figure mentale [gît] au cœur de notre démarche habiteuse. Elle anime non seulement chaque étape de notre itinéraire vers une habitation réelle (des premiers fantasmes jusqu'aux plus concrètes décisions), mais encore, celle-ci enfin dressée et occupée, nous aide à en poursuivre l'amélioration, le changement, et cette "construction" permanente à laquelle oblige toute demeure » (Pezeu-Massabuau, 2003, p. 11).

L'invention vernaculaire à laquelle il est fait écho dans plusieurs articles du livre Les grands ensembles met ainsi en avant les pulsions d'appropriation qui surgissent comme en défi face à l'uniformité du bâti. Pulsions que l'on peut également apprécier comme une réaction face à l'injonction centralisatrice qui a fait surgir du néant les grands ensembles ; jamais dans l'histoire de la production de l'espace habité on n'a livré aussi rapidement une telle quantité de logements dans des espaces non urbanisés, pour une population souvent déracinée par ailleurs. L'inventivité langagière viendrait-elle compenser l'absence du temps qui nous est d'habitude nécessaire pour effectuer le cheminement entre l'habitat « rêvé » et sa matérialité, pour reprendre la réflexion de Pezeu-Massabuau ?

Les représentations — identifiées ici en l'occurrence par les mots — sont une porte d'entrée efficace pour apprécier la diversité à la fois des opinions et des modes d'appropriation des grands

ensembles. Ces mots ne sont pas toujours dépréciatifs, et sont souvent ludiques. On aurait pu ajouter le cas roumain par exemple, où un immeuble aux façades couvertes de tuyaux de poêle sortant des fenêtres pour cause de chauffage central déficient est surnommé « Transatlantique » !

En tout cas, le questionnement terminologique esquissé à travers cet ouvrage dans les langues des pays étudiés invite certainement à systématiser une analyse des mots des grands ensembles dans les différents registres qui cernent cette réalité. Le fait que la langue scientifique polonaise se soit emparée d'un néologisme inventé dans la langue populaire pour désigner les grands ensembles plaide sans conteste pour une étude sérieuse des conditions de naissance et de circulation des notions et définitions des objets urbains.

Le processus d'appropriation ne se situe pas seulement au niveau des dénominations, mais passe aussi par des transformations morphologiques des espaces privés (logements) / privés-publics (coursives, cages d'escalier) / publics (les abords des immeubles) bien plus marqués hors d'Europe occidentale. Contrairement à ce qu'on pourrait penser, le contrôle politique et social sur les modes d'habiter dans les pays d'Europe de l'Est s'est vite relâché à partir des années 1960. Les brigades d'entretien de pelouses, les comités d'immeuble ont fini par avoir une existence plus théorique que réelle dans bien des cas. La fermeture des balcons avec un matériel hétéroclite, la séparation des cages d'escalier par des grilles isolant quelques logements, la végétalisation des rez-de-jardin sont autant d'éléments paysagers témoignant de l'absence de gestion rigoureuse du bâti. Ces interventions spontanées sont plus individuelles que collectives et leur caractère disparate donne aux grands ensembles d'Europe de l'Est une physionomie plus proche de la ville en développement que de la ville d'Europe occidentale.

Cette stratégie d'appropriation par le bricolage (au sens noble du terme) de l'espace habité participe naturellement au processus de territorialisation.

La convergence du savoir et de l'action.

Vous abordez plus particulièrement la relation de la géographie aux « grandioses ensembles » (M. Rotival). Pour quelles raisons les géographes sont-ils les premiers à les construire et à les investir comme question scientifique, en France, alors que dans d'autres pays, par exemple aux États-Unis avec la question du ghetto, c'est bien davantage l'ethnologie ou la sociologie urbaine qui s'imposent ? Quelle place prennent par ailleurs ces questionnements dans une discipline alors en pleine recomposition ?

En ce sens, vous évoquez à ce sujet et à plusieurs reprise l'idée d'une « neutralité vis-à-vis de la forme urbaine » que vous décelez chez certains géographes renommés (Pierre George…), montrant à cet égard l'étroite imbrication du savoir et de l'action. Pourriez-vous préciser cette conception du grand ensemble par les géographes ?

L'intérêt précoce des géographes pour les grands ensembles renvoie à une volonté d'implication dans l'action en urbanisme et en aménagement, dès le début des années 1920. En dépit de la relative faiblesse des positions institutionnelles acquises en aménagement (résultant en partie d'une réorientation vers l'enseignement, amplifiée après la deuxième guerre mondiale, avec la création de l'agrégation de géographie), la volonté d'application est restée un horizon important pour une partie des géographes, tout particulièrement ceux proches ou membres du Parti Communiste Français (Pcf).

Ceci dit, les questionnements des géographes sur les grands ensembles ont eu en définitive relativement peu d'influences repérables, à l'intérieur et surtout en dehors de la discipline. Le rôle de la géographie dans la conception comme dans la production des grands ensembles a été limité voire inexistant (ne se différenciant pas tellement en cela des autres sciences sociales). La fonction la plus importante des géographes semble avoir été une fonction critique, avec la caractérisation d'un grand ensemble à la française, défini par ses carences. À bien des égards, ces critiques dessinent en creux la figure de la « ville nouvelle ».

L'investissement des géographes sur le grand ensemble comme question scientifique est au final discontinu : assez forte implication (y compris réflexion fondamentale), puis décrochage.

On assiste à des désengagements par rapport à ce champ de recherche, par glissement de thématique ou modification du terrain d'études. Cas extrême : le jeune Yves Lacoste, élève de Pierre George, abandonne ses recherches sur les grands ensembles français, en dépit d'une conférence remarquée à l'Association de Géographes français (Agf) en 1963 (Lacoste, 1963, pp. 37-46), pour se consacrer au Tiers-monde et à ses luttes, et à la géopolitique. Il n'y reviendra jamais vraiment.

Alors, la naissance de nouvelles formes urbaines (villes nouvelles) et leur suivi permettent-ils d'expliquer ce hiatus ?

De fait, il faut attendre les villes nouvelles pour trouver à la fois une participation significative des géographes français à la production urbaine et la reprise de ces questionnements à la frontière entre géographie urbaine et urbanisme.

Cependant, il serait pour le moins insuffisant de ne voir là qu'un fonctionnement de la géographie comme « œil de l'histoire », enregistrement du temps présent. Il s'agit plus fondamentalement d'un positionnement de la géographie appliquée (« volontaire » ou « active ») dont l'échelle de réflexion et d'action est beaucoup plus l'échelle régionale et nationale, que celle du quartier du grand ensemble.

La neutralité vis-à-vis du grand ensemble est à entendre comme une relative indifférence envers la forme urbaine, à l'échelle du quartier. Ce qui prime, c'est la volonté d'intervention à l'échelle de l'ensemble d'un territoire national ou régional, en liaison avec la refonte de la géographie productive.

Tout cela se comprend sous l'éclairage d'un engagement très précoce dans l'aménagement du territoire, dès ses origines. La commission Dessus (qui comprenait Pierre George, Jacques Weulersee…), constituée sous Vichy, — en particulier pour penser une décentralisation à visée stratégique, afin de faire face aux destructions des bombardements alliés —, et dont les travaux se poursuivent après la Libération, a joué un rôle très important dans la formulation de cet horizon scientifique (Couzon, 2001).

Enfin, la question de la postérité de ces analyses précoces des grands ensembles. L'engagement dans l'étude des grands ensembles a joué un rôle précurseur, avec des pratiques anticipatrices (comparatisme, travail interdisciplinaire…), que l'on retrouvera, très amplifiées, avec les villes nouvelles. Ces pratiques ont nourri la définition critique du modèle du grand ensemble français, en renvoi fréquent — sinon permanent — aux exemples étrangers.

L'énigme de la diffusion mondiale d'un modèle.

Dans leur ensemble, les contributions insistent sur l'absence d'une théorisation idéologique, consciente et organisée, et affichent plus ou moins explicitement le souci de se démarquer d'une vision simplificatrice qui tendrait à identifier des responsables précis et doctrinaires des grands ensembles (Le Corbusier…), en vue de les restituer dans leur dimension singulière, unique. Ce qui apparaît de la manière la plus frappante à travers votre démarche comparative, c'est cette étonnante convergence d'une galaxie hétérogènes d'idées avec une situation conjoncturelle (impératif de logement), cette « adéquation commune à des contingences historiques » pour reprendre l'expression de Lydia Coudroy de Lille. N'a-t-on pas là un trait étonnement structurel, difficilement explicable, qui traverse toutes les situations analysées, au-delà de leur singularité ?

Certes, en plus de la similitude morphologique, — déploiement plus ou moins modulé des idées du mouvement moderne —, quelques grandes régularités existent, qu'Annie Fourcaut souligne dans son introduction, en particulier l'importance de l'intervention de l'État, le caractère mono-fonctionnel (« machine à habiter »)… Des convergences chronologiques sont également remarquables.

Les contingences historiques auxquelles correspond l'adoption d'une construction de masse montrent certaines similitudes. Elles sont caractérisées par l'identification par la puissance publique d'une demande (ou plus exactement d'un besoin) de logements à la fois forte en volume et clairement localisée. En Europe de l'ouest, mais aussi en Corée selon des chronologies différentes, il s'agit de besoins de logements produits par l'exode rural et le boom démographique des villes. Dans les pays de l'Est européen, les besoins de logement sont induits par l'effort d'industrialisation mené dans les bassins industriels créés ou renforcés après 1945 surtout : la justification du grand ensemble est de répondre aux impératifs de la planification industrielle. On pourrait y ajouter la systématisation du territoire en Roumanie à travers laquelle le pouvoir politique a désigné les campagnes comme devant bénéficier de programmes de construction de « petits grands ensembles ».

Mais ces facteurs historiques ne suffisent pas à expliquer la diffusion du modèle — d'autant plus que de nombreux pays d'Europe de l'Ouest, soumis aux mêmes contraintes démographiques n'ont pas suivi le même modèle de développement urbain. Est-ce à cause d'un climat intellectuel différent dans la sphère des architectes de cette époque ? Pas seulement : il faudrait se pencher non seulement sur la circulation des idées et des modèles intellectuels sous-jacents à la production urbaine, mais aussi sur celle des techniques. Le grand ensemble ne serait-il pas un mode de production avant d'être un modèle urbain, comme le montrent les recherches menées par Bruno Vayssière (Vayssière, 1998) ? La circulation des techniques du bâtiment à partir de la France après la guerre se joue du rideau de fer, et les lobbies du béton et de la préfabrication ont exporté leur savoir-faire dans l'Europe socialiste. L'article de Jay Rowell, dans l'ouvrage, montre bien l'ambivalence de professionnels du bâtiment, qui tout en ressassant une phraséologie issue de la littérature de propagande soviétique, vont puiser leurs méthodes dans la littérature technique occidentale. Une étude à la fois généalogique et sociologique des milieux professionnels de l'urbanisme et de l'architecture à l'échelle de toute l'Europe permettrait de démêler les trajectoires à la fois de notions et de pratiques ayant sous-tendu la diffusion du modèle du grand ensemble.

Photo : construction du grand ensemble de la Croix-Blance, à Vigneux-sur-Seine (France).

© Alain Lubin. Nous remercions Monsieur Alain Lubin de nous avoir accordé l'aimable autorisation de publier cette photographie issue de sa collection personnelle, qui s'inscrit dans une partie de son site (http://www.vigneuxhistoire.com/cblanche.html) dont nous conseillons vivement la visite pour l'intéressante contribution documentaire à l'histoire de la production de ces formes urbaine qu'elle propose.